ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 30 mai 1984, d'une demande d'avis sur les "Chapitres XIII et XIV - Dispositions fiscales" de l'avant-projet de loi "relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée", a donné le 12 juin 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e mei 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over de "Hoofdstukken XIII en XIV - Fiscale bepalingen" van het voorontwerp van wet "betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid", heeft de 12e juni 1984 het volgend advies gegeven

OBSERVATION PREALABLE.

Le projet présentement soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, constitue la deuxième partie d'un avant-projet de loi "relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée", dont la première partie a fait l'objet de l'avis n° L. 15.289/2 du 29 novembre 1983.

La consultation du Conseil d'Etat en deux temps sur des dispositions appelées à former un projet de loi unique, présente des inconvénients qui ont été soulignés dans l'avis précité, auquel le présent avis ne peut que renvoyer sur ce point.

Il va de soi, en tout cas, que le projet de loi, composé des deux parties sur lesquelles le Conseil d'Etat aura donné des avis distincts, devra être proposé et contresigné par le Ministre de la Justice, par le Ministre des Finances et par le Ministre des Classes moyennes.

+

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Conformément à l'usage, chaque fois qu'il est fait référence à la loi relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée, il y a lieu d'indiquer sa date.

2. Il y a une discordance entre le texte présentement examiné et l'avant-projet de loi qu'il est destiné à compléter.

Ainsi que le rappelle l'avis L. 15.289/2 sur cet avant-projet de loi, le Ministre de la Justice avait soumis un premier texte au Conseil d'Etat le 18 janvier 1983, et un second texte - remplaçant le premier - le 29 juin 1983. C'est ce dernier texte qui fit l'objet de l'avis.

Dans leur version française, le premier texte était relatif à "l'entreprise personnelle à responsabilité limitée", le second à "l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

Les dispositions fiscales examinées à présent utilisent la première formule qui n'est plus actuelle.

Il s'indique qu'une terminologie uniforme soit adoptée pour l'ensemble de la loi en projet.

3. Le texte soumis au Conseil d'Etat contient des modifications, notamment aux articles 25, 40, 124, 140 et 148 du Code des impôts sur les revenus, et à l'article 256 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Ces articles ont déjà fait l'objet de propositions de modification dans l'avant-projet de loi sur les sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles et sur les sociétés civiles de moyens (avis n° L. 16.177/2).

Le texte actuel ne tient aucun compte des précédents projets de modification de ces articles.

Il appartiendra au Gouvernement de veiller à la cohérence entre les textes en projet relatifs aux mêmes articles.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 88.

L'article introduit dans l'article 25, § ler, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus, un 3° relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée.

Le même article tend à incorporer l'alinéa 3 dans le 2° relatif à la société agricole.

Ce procédé a l'inconvénient d'introduire une proposition au sein d'une énumération qui, elle-même, fait partie d'une seule phrase. Pour éviter cet inconvénient, il est suggéré de faire de la disposition nouvelle présentée sous le 3°, un 1°bis (1).

Le texte suivant est proposé :

"Article 88.-

A l'article 25 du Code des impôts sur les revenus, modifié par les lois des 25 juin 1973 et 12 juillet 1979, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le paragraphe ler, alinéa 2, il est inséré un 1°bis (ou ter) rédigé comme suit :

"1°bis (ou ter) les entreprises constituées conformément à la loi du ... relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

.../...

---

(1) Ou un 1°ter, si le projet relatif aux sociétés civiles professionnelles et interprofessionnelles et sur les sociétés civiles de moyens est déposé avant le présent projet et s'il retient le n° 1°bis pour ces formes de sociétés (voir l'avis n° L. 16.177/2, sous l'article 36).

2° Dans le paragraphe 2, les mots "Dans les sociétés et associations visées au § 1er" sont remplacés par "Dans les sociétés, associations et entreprises visées au paragraphe 1er".

Article 89.

La modification que l'article 89, 3°, apporte à l'article 40, § 2, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus, appelle une précision. Selon la nouvelle disposition, "le nouveau contribuable s'entend de l'ensemble des associés ou membres de telles sociétés ou du propriétaire de l'entreprise, y compris les ayants droit agréés des associés décédés ou du propriétaire décédé".

S'il est exact que pour certains types de sociétés, on peut parler d'ayants droit agréés des associés décédés, par contre l'avant-projet de loi relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée ne cite aucun cas d'ayant droit agréé du propriétaire décédé.

Les articles 47 et suivants règlent le sort de l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée en cas de décès du propriétaire, et prévoient une possibilité d'attribution du droit sur l'entreprise à un héritier. On ne peut cependant considérer, à proprement parler, qu'il s'agit d'un ayant droit "agréé" du propriétaire.

Le terme "agréé" ne paraît dès lors pouvoir être appliqué qu'aux seuls ayants droit d'associés dans certaines sociétés (voy. les articles 126 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, en matière de sociétés de personnes à responsabilité limitée).

.../...

En conséquence, il est proposé d'écrire, à la fin de l'article 40, § 2, alinéa 3, en projet, du Code des impôts sur les revenus :

" ... y compris les ayants droit agréés des associés décédés et les ayants droit du propriétaire décédé".

Il y a lieu d'observer que dans le texte français de la même disposition, il est question de "l'ensemble des associés ou membres", alors que dans le texte néerlandais ne figurent que les mots "alle vennoten".

Article 90.

Au premier tiret du paragraphe 2 en projet, pour une raison identique à celle qui a été invoquée dans la première observation générale, il y a lieu d'indiquer la date de la loi créant la société agricole, soit le 12 juillet 1979.

Article 92.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 148, alinéa 1er, 2°, modifié par la loi du 12 juillet 1979, la loi du 19 juillet 1979 et la loi du 28 décembre 1983, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 93.

A l'alinéa 1er de l'article 299ter, en projet, il y aurait lieu d'écrire dans le texte néerlandais : "ten kohiere gebrachte" au lieu de "ingekohierde".

.../...

A l'alinéa 2 de l'article 299 ter, en projet, il est préférable d'écrire : " ... du paiement de la totalité de l'impôt ...". Mieux vaudrait écrire dans la suite de la phrase : " ... la partie de l'impôt visée à l'alinéa ler ...".

Article 94.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Dans l'article 304 du même Code, modifié par l'arrêté royal n° 23 du 23 mai 1967 et par la loi du 30 mai 1972, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas ler et 2 :".

Dans le texte français de l'article 304, alinéa 2, nouveau, il serait préférable d'écrire : " ... le paiement de la cotisation spéciale ... est échelonné à la demande du redevable sur la période de cinq ans ...". Comme il s'agit d'un paiement, le verbe "échelonner" conviendrait mieux que le verbe "étaler".

Article 95.

Comme le rappelle la deuxième observation générale, la dénomination en français de la nouvelle institution est "entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

Aussi, il est suggéré de rédiger le texte français de l'article 19, alinéa ler, 5°bis, en projet, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, comme suit :

"5° bis les actes translatifs ou déclaratifs de propriété d'une entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique, qui possède des immeubles en Belgique;".

Il convient d'écrire dans le texte néerlandais : "die in België onroerende goederen bezit" au lieu de "die in België gelegen onroerende goederen bezit".

.../...

Plusieurs articles relatifs à des modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, devraient utiliser dans leur texte français une formule semblable à celle qui est proposée ci-avant : "entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique".

Article 96.

Il conviendrait d'ajouter après les mots "du même Code", les mots : ", modifié par la loi du 13 août 1947, ...".

Article 100.

La phrase liminaire devrait être complétée par la mention de la loi modificative du 2 février 1983.

Dans un souci de symétrie avec l'article 19, alinéa 1er, 5°bis, en projet, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, l'article 32, 7°bis, devrait être rédigé comme suit :

"7°bis de quatre mois, pour les actes translatifs ou déclaratifs de propriété d'une entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique, qui possède des immeubles en Belgique;".

Article 106.

Il serait préférable de rédiger le texte néerlandais de l'article 75, alinéa 1er, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en projet, comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 107.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 81, en projet, du Code :

.../...

"Article 81. Pour l'application du présent Code, la transmission, à titre onéreux, d'une entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique, qui possède des immeubles en Belgique, est censée avoir ces immeubles pour objet. Dans cette mesure, elle est soumise au droit fixé pour les ventes d'immeubles, sur la base indiquée aux articles 45 et suivants".

Article 114.

L'article 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, contient trois alinéas qui ont tous trait aux apports en société.

Les deux alinéas qui sont ajoutés à l'article 120 concernent les apports à une entreprise d'une personne à responsabilité limitée.

Par souci de clarté, il est proposé de rassembler les alinéas existants en un paragraphe 1er, et les alinéas nouveaux en un paragraphe 2.

Le texte suivant est proposé :

"Article 114.-

A l'article 120 du même Code, modifié par les lois des 14 avril 1965 et 3 juillet 1972, dont le texte actuel formera le paragraphe 1er, il est ajouté un paragraphe 2, rédigé comme suit :

"§ 2. ...".

.../...

Articles 120 et 121.

Les articles 256 et 257 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, forment un chapitre XIX intitulé "Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publication". Les modifications apportées à ces deux articles ont pour objet d'étendre l'application de ceux-ci au dépôt tardif du document qui doit être déposé au greffe du tribunal de première instance conformément à l'article 7 de la loi relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée.

D'une part, l'article 7 précité prévoit le dépôt de divers documents, et non d'un seul. D'autre part, l'intitulé du chapitre doit être complété.

Aussi est-il proposé d'insérer un nouvel article, après l'article 119, ainsi qu'il suit :

"Article ....-

L'intitulé du chapitre XIX du titre Ier du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

"Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société et des actes d'entreprise d'une personne à responsabilité limitée, qui sont soumis à publication".

L'article 120 gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"Article 120.-

L'article 256, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 1er juillet 1983, est complété par l'alinéa suivant :

"L'alinéa 1er est applicable au dépôt ordonné par l'article 7 de la loi du ... relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

Subsidiairement, c'est par erreur qu'il est question dans le projet de "dépôt ... au greffe du tribunal de première instance", alors que l'article 7 de l'avant-projet de loi relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée prévoit un dépôt au greffe du tribunal de commerce.

Article 128.

Comme l'article 84, alinéa 3, en projet, du Code des droits de succession (article 127 de l'avant-projet) ne vise pas spécifiquement l'hypothèque, il est suggéré d'écrire le nouvel alinéa de l'article 88 comme suit :

"L'inscription de l'hypothèque qui est requise pour une somme à déterminer par le receveur conformément à l'article 84, alinéa 3, est prise sous le nom de l'entreprise ...".

Subsidiairement, les mots du texte français "... dans le délai prévu à l'alinéa premier" ne se retrouvent pas dans le texte néerlandais.

.../...

Articles 136 à 138.

Selon l'exposé des motifs, "en ce qui concerne l'article 108 du Code précité, aucune modification n'est nécessaire étant donné qu'on peut admettre que les actes de propriété de l'entreprise personnelle sont passés à la requête de son propriétaire".

L'article 108 est rédigé comme suit :

"La demande des droits de succession et de mutation par décès, ainsi que des amendes pour défaut de déclaration ou pour omission de biens meubles et immeubles, est, jusqu'à preuve contraire, suffisamment établie par les actes de propriété, passés par le défunt à son profit ou à sa requête.

Toutefois, à l'égard des biens meubles auxquels s'applique l'article 2279 du Code civil, la présomption légale établie par l'alinéa qui précède n'existe qu'à la condition que les actes ne remontent pas à plus de trois ans avant le décès; dans le cas contraire, l'existence desdits actes ne peut être invoquée par l'administration que comme élément de présomption, conformément à l'article 105".

L'article 22 de l'avant-projet de loi relatif à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée, énonce la règle selon laquelle "le propriétaire de l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée est gérant de celle-ci", et l'article 23 ajoute que "le propriétaire peut déléguer tout ou partie de la gestion de l'entreprise", un acte écrit devant constater l'étendue de la délégation. Dans cette dernière hypothèse, peut-on encore considérer que les actes de propriété, de l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée, passés à la requête du gérant-délégué, l'ont été en droit "à la requête de son propriétaire" défunt ?

.../...

Il est proposé d'introduire un nouvel article rédigé comme suit :

"Article ... .-

L'article 108, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"La demande des droits de succession et de mutation par décès, ainsi que des amendes pour défaut de déclaration ou pour omission de biens meubles et immeubles, est, jusqu'à preuve contraire, suffisamment établie par les actes de propriété, passés par le défunt à son profit ou à sa requête, ou, s'il s'agit d'une entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique, par les actes de propriété passés par le propriétaire ou par le gérant qu'il a délégué en application de l'article 23 de la loi du ... relative à l'entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

Article 137.

A l'article 109, 2°, en projet, il faut lire dans le texte français : "quant aux rentes et créances hypothécaires ...".

Article 145.

Le début de l'alinéa 2 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Dans le cas visé à l'alinéa 1er, les amortissements ...".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp dat nu voor advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, is voorgelegd, is het tweede deel van een voorontwerp van wet "betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid", over het eerste deel waarvan het advies nr. L. 15.289/2 van 29 november 1983 is gegeven.

Aan het procedé waarbij de Raad van State verzocht wordt in twee stappen te adviseren over bepalingen die één enkel wetsontwerp moeten vormen, zijn nadelen verbonden waar de aandacht op gevestigd is in het bovengenoemde advies, waarnaar dit advies op dat punt alleen maar kan verwijzen.

In ieder geval is het vanzelfsprekend dat het wetsontwerp, dat bestaat uit de twee delen waarover de Raad van State afzonderlijk zal hebben geadviseerd, zal moeten worden voorgedragen en medeondertekend door de Minister van Justitie, door de Minister van Financiën en door de Minister van Middenstand.

+

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Zoals gebruikelijk is, dient telkens als naar de wet betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid werwezen wordt, de datum van die wet te worden opgegeven.

2 . Er is een discrepantie tussen de tekst die nu wordt onderzocht en het voorontwerp van wet dat hij moet aanvullen.

.../...

Zoals er in advies L. 15.289/2 over dat voorontwerp van wet op gewezen wordt, had de Minister van Justitie op 18 januari 1983 een eerste tekst aan de Raad van State voorgelegd en een tweede tekst (ter vervanging van de eerste) op 29 juni 1983. Deze laatste tekst is het waarover advies is gegeven.

In de Franse versie van de eerste tekst werd de bedoelde onderneming "entreprise personnelle à responsabilité limitée" genoemd, in de tweede tekst "entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

De thans onderzochte fiscale bepalingen werken met de eerste formule, die niet meer actueel is.

Het is nodig dat voor heel het wetsontwerp eenzelfde terminologie wordt gebruikt.

3. De aan de Raad van State voorgelegde tekst brengt wijzigingen aan, onder meer in de artikelen 25, 40, 124, 140 en 148 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en in artikel 256 van het Wetboek der registratie-, hypotheek en griffierechten. Ten aanzien van die artikelen zijn reeds wijzigingen voorgesteld in het voorontwerp van wet betreffende de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschap en de burgerlijke vennootschap van middelen (advies nr. L. 16.177/2).

De huidige tekst houdt in genen dele rekening met de ontwerpen waarin een wijziging van die artikelen is voorgesteld.

De Regering zal moeten waken voor de samenhang onder de ontwerpteksten die op dezelfde artikelen betrekking hebben.

+

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 88.

Het artikel voegt in artikel 25, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen een 3° in met betrekking tot de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid.

Hetzelfde artikel beoogt opneming van het derde lid in 2°, dat betrekking heeft op de landbouwvennootschap.

Aan die werkwijze is het nadeel verbonden dat een volzin wordt ingevoegd in een opsomming die zelf deel uitmaakt van één enkele zin. Om dat nadeel te verhelpen wordt voorgesteld van de nieuwe bepaling die onder 3° staat, een 1° bis te maken (1).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

Artikel 88.-

In artikel 25 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, gewijzigd bij de wetten van 25 juni 1973 en 12 juli 1979, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, tweede lid, wordt een 1° bis (of ter) ingevoegd, luidend als volgt :

"1° bis (of ter) de vennootschappen opgericht overeenkomstig de wet van ... betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid".

.../...

(1) of een 1° ter, voor het geval dat het ontwerp betreffende de professionele en interprofessionele burgerlijke vennootschap en de burgerlijke vennootschap van middelen vóór dit ontwerp wordt ingediend en het nr. 1° bis voor die vennootschapsvormen bestemt (zie advies nr. L. 16.177/2 onder artikel 36).

2° In paragraaf 2 worden de woorden "in vennootschappen en verenigingen als bedoeld in § 1" vervangen door "in de vennootschappen, verenigingen en ondernemingen als bedoeld in paragraaf 1".

Artikel 89.

De wijziging welke artikel 89, 3°, aanbrengt in artikel 40, § 2,derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen behoeft verduidelijking. Volgens de nieuwe bepaling "betekent de uitdrukking de nieuwe belastingplichtige alle vennoten van dergelijke vennootschappen of de eigenaar van de onderneming, met inbegrip van de toegelaten rechthebbenden van overleden vennoten of van de overleden eigenaar".

Al is het juist dat ten aanzien van sommige soorten van vennootschappen kan worden gesproken van toegelaten rechthebbenden van overleden vennoten, daartegenover staat dat in het voorontwerp van wet betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid geen enkel geval van een toegelaten rechthebbende van de overleden eigenaar wordt aangehaald.

De artikelen 47 en volgende bepalen hoe het met de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid vergaat wanneer de eigenaar overlijdt, en voorzien in een mogelijkheid om het recht op de onderneming aan een erfgenaam te verlenen. Toch kan eigenlijk niet worden gesteld dat het om een "toegelaten" rechthebbende van de eigenaar gaat.

De term "toegelaten" lijkt dan ook alleen op de rechthebbenden van vennoten in sommige vennootschappen toepassing te kunnen vinden (vgl. de artikelen 126 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen inzake de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid).

.../...

Bijgevolg wordt voorgesteld aan het slot van het ontworpen artikel 40, § 2,derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen te schrijven :

"... met inbegrip van de toegelaten rechthebbenden van de overleden vennoten en de rechthebbenden van de overleden eigenaar".

Op te merken valt dat in dezelfde bepaling tegenover de Franse termen "associés ou membres" in de Nederlandse tekst alleen de term "vennoten" staat.

Artikel 90.

In de tekst na het eerste streepje van de ontworpen paragraaf 2 is het, om een zelfde reden als in de eerste algemene opmerking aangegeven is, nodig de datum te vermelden van de wet tot indeling van de landbouwvennootschap, met name 12 juli 1979.

Artikel 92.

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 148, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1979, de wet van 19 juli 1979 en de wet van 28 december 1983, wordt vervangen door de volgende bepaling : ".

Artikel 93.

Het is beter in de Nederlandse tekst van het eerste lid van het ontworpen artikel 299ter "ten kohiere gebrachte" te schrijven in plaats van "ingekohierde".

Het verdient aanbeveling in het tweede lid van hetzelfde artikel te schrijven : " ... de betaling van heel de te zijnen laste gevestigde belasting ... van het in het eerste lid bedoelde gedeelte van de belasting ... de in artikel 304 voorgeschreven verhaalprocedure ...".

Artikel 94.

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"In artikel 304 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 23 van 23 mei 1967 en bij de wet van 30 mei 1972, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :".

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 304, tweede lid, verdient het aanbeveling te schrijven : " ... le paiement de la cotisation spéciale ... est échelonné à la demande du redevable sur la période de cinq ans ...". Daar het om een betaling gaat, is het werkwoord "échelonner" meer geschikt dan het werkwoord "étaler".

Artikel 95.

Zoals er in de tweede algemene opmerking attent op gemaakt wordt, is de benaming van de nieuwe instelling in het Frans : "entreprise d'une personne à responsabilité limitée".

Derhalve wordt voorgesteld de Franse tekst van het ontworpen artikel 19, eerste lid, 5°bis, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten in dezer voege te stellen :

.../...

"5°bis les actes translatifs ou déclaratifs de propriété d'une entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique, qui possède des immeubles en Belgique;"

In de Nederlandse tekst schrijve men : " ... die in België onroerende goederen bezit" in plaats van "die in België gelegen onroerende goederen bezit".

Verscheidene artikelen die op wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten betrekking hebben, zouden in de Franse tekst een soortgelijke formule als die welke hier voorgesteld is, moeten bezigen : "entreprise d'une personne, dotée de la personnalité juridique".

Artikel 96.

Na de woorden "van hetzelfde Wetboek" zouden de woorden : "gewijzigd bij de wet van 13 augustus 1947, ..." gevoegd moeten worden.

Artikel 100.

De inleidende volzin zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de wet van 2 februari 1983 die ook een wijziging tot stand heeft gebracht.

Ter wille van de symmetrie met het ontworpen artikel 19, eerste lid, 5°bis , van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, zou artikel 32, 7°bis , als volgt gesteld moeten worden :

"7°bis voor akten houdende overdracht of aanwijzing van de eigendom van een eenmansonderneming met rechtspersoonlijkheid, die in België onroerende goederen bezit, vier maanden;".

Artikel 106.

Voorgesteld wordt de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 75, eerste lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten als volgt te redigeren :

"Als overdracht van een onroerend goed wordt aangemerkt de overdracht die volgt uit een overeenkomst onder de levenden onder bezwarende titel, andere dan een inbreng in een eenmansonderneming met rechtspersoonlijkheid of in een vennootschap, en betrekking heeft op de eigendom hetzij van hout op stam, hetzij van gebouwen, wanneer de bewuste overdracht wordt toegestaan :

1° ofwel ten bate van de eigenaar van de grond;

2° ofwel ten bate van de eenmansonderneming met rechtspersoonlijkheid waarvan de eigenaar reeds in het bezit is van de grond;

3° ofwel ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 107.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 81 van het Wetboek :

"Artikel 81. Voor de toepassing van dit Wetboek wordt de overdracht onder bezwarende titel, van een eenmansonderneming met rechtspersoonlijkheid die in België onroerende goederen bezit, geacht op die onroerende goederen betrekking te hebben. In die mate wordt zij, op de grondslag die is aangegeven in de artikelen 45 en volgende, onderworpen aan het voor de verkopen van onroerende goederen vastgestelde recht".

.../...

Artikel 114.

Artikel 120 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bevat drie leden die alle op de inbreng in vennootschap betrekking hebben.

De twee leden die aan artikel 120 worden toegevoegd, hebben betrekking op de inbreng in een eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid.

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld de bestaande leden in een paragraaf 1 samen te brengen en de nieuwe leden in een paragraaf 2.

De vogende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 114.-

Aan artikel 120 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 14 april 1965 en 3 juli 1972, waarvan de huidige tekst voortaan paragraaf 1 vormt, wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. ...".

Artikelen 120 en 121.

De artikelen 256 en 257 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten vormen een hoofdstuk XIX met als opschrift :"Speciale geldboete wegens late neerlegging van aan bekendmaking onderworpen akten van vennootschap". Met de wijzigingen die in deze twee artikelen worden aangebracht, wordt beoogd de toepassing ervan te verruimen

.../...

tot de late indiening van het stuk dat overeenkomstig artikel 7 van de wet betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg dient te worden neergelegd.

Enerzijds voorziet het voormelde artikel 7 in neerlegging van verscheidene stukken, niet van slechts één stuk. Anderzijds moet het opschrift van het hoofdstuk worden aangevuld.

Derhalve wordt voorgesteld na artikel 119 een nieuw artikel in te voegen, luidend als volgt :

"Artikel ...-

Het opschrift van hoofdstuk XIX van titel I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Speciale geldboete wegens late neerlegging van de akten van vennootschap en van de akten van eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid, die bekendgemaakt moeten worden".

Het zou beter zijn artikel 120 als volgt te stellen :

"Artikel 120.-

Artikel 256, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983, wordt aangevuld met het volgende lid :

"Het eerste lid is van toepassing op de neerlegging die is voorgeschreven bij artikel 7 van de wet van ... betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid".

.../...

Subsidiair moge worden opgemerkt dat de woorden " ... neerlegging, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg" in het ontwerp, op een vergissing berusten, vermits artikel 7 van het voorontwerp van wet betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid voorziet in neerlegging ter griffie van de rechtbank van koophandel.

Artikel 128.

Daar het ontworpen artikel 84, derde lid, van het Wetboek der successierechten (artikel 127 van het voorontwerp) niet specifiek op de hypotheek doelt, zou het nieuwe lid van artikel 88 als volgt kunnen worden gesteld :

"De inschrijving van de hypotheek die wordt gevorderd voor een overeenkomstig artikel 84, derde lid, door de ontvanger te bepalen som, wordt genomen onder de naam van de eenmansonderneming ...".

Subsidiair moge worden opgemerkt dat voor de woorden uit de Franse tekst " ... dans le délai prévu à l'alinéa premier" geen equivalent te vinden is in de Nederlandse tekst.

Artikelen 136 en 138.

De memorie van toelichting stelt : "Wat artikel 108 van voormeld Wetboek aangaat, is er geen enkele wijziging vereist, daar men mag aannemen dat de eigendomsakten van de eenmansonderneming verleden worden op verzoek van de eigenaar ervan".

.../...

Artikel 108 is gesteld als volgt :

"De eis tot betaling van de rechten van successie en van overgang bij overlijden, alsmede van de boeten wegens gebrek aan aangifte of wegens niet-aangifte van enig roerend of onroerend goed, is, tot levering van het tegenbewijs, voldoende vastgesteld bij de door de afgestorvene te zijnen bate of op zijn verzoek verleden akten van eigendom.

Edoch, ten opzichte der roerende goederen waarop artikel 2279 van het Burgerlijk Wetboek betrekking heeft, bestaat het door vorige alinea gevestigd wettelijk vermoeden slechts op voorwaarde dat de akten niet reeds sedert meer dan drie jaar vóór het overlijden bestaan; in het tegenovergesteld geval, kan het bestaan van bedoelde akten door het bestuur enkel ingeroepen worden als een element van vermoeden, overeenkomstig artikel 105".

Artikel 22 van het voorontwerp van wet betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid formuleert in zijn eerste lid de volgende regel : "de eigenaar van de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid is er de zaakvoerder van", en artikel 23 voegt daaraan toe : "de eigenaar kan het bestuur van de onderneming geheel of gedeeltelijk delegeren", waarbij nog bepaald wordt dat een geschreven stuk de omvang van de delegatie moet vaststellen. Kan men in deze laatste hypothese nog aannemen dat de akte van eigendom van de eenmansonderneming met beperke aansprakelijkheid, die op verzoek van de zaakvoerder-gemachtigde werden verleden, in rechte "op verzoek van haar overleden eigenaar" zijn verleden ?

Er wordt voorgesteld een nieuw artikel in te voegen, luidend als volgt :

"Artikel ... .-

Artikel 108, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De eis tot betaling van de rechten van successie en van overgang bij overlijden, alsmede van de boeten wegens gebrek aan aangifte of wegens niet-aangifte van enig roerend

of onroerend goed, is, tot het tegenbewijs geleverd is, voldoende vastgesteld bij de door de overledene te zijnen bate of op zijn verzoek verleden akten van eigendom, of, wanneer het om een eenmansonderneming met rechtspersoonlijkheid gaat, bij de akten van eigendom verleden door de eigenaar of door de zaakvoerder die hij heeft gemachtigd overeenkomstig artikel 23 van de wet van ... betreffende de eenmansonderneming met beperkte aansprakelijkheid".

Artikel 137.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 109, 2°, leze men : "quant aux rentes et créances hypothécaires...".

Artikel 145.

Het zou beter zijn het begin van het tweede lid als volgt te stellen :

"In het geval bedoeld in het eerste lid, worden de afschrijvingen...".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.